

AFP

Vendredi 13 janvier 2012

Dégradée, la France doit s'attendre à emprunter à des taux plus élevés

PARIS, 13 jan 2012 (AFP) - - Avec la dégradation attendue de sa note par Standard & Poor's (S&P), la France doit se préparer à emprunter à des taux plus élevés pour rembourser ses quelque 1.700 milliards de dette publique même si les marchés avaient pris les devants, selon les économistes interrogés par l'AFP.

"C'était un phénomène largement anticipé", a souligné Elie Cohen. Pour preuve: les déclarations du chef économiste de S&P pour l'Europe, Jean-Michel Six affirmant début janvier qu'en dépit de son triple A, les investisseurs "trahissaient" déjà la France "comme si elle était notée triple B".

"Symboliquement toutefois, ce n'est plus la même chose si la note est effectivement dégradée", observe Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS.

Pour lui, cette dégradation alors que d'autres pays, comme l'Allemagne et les Pays-Bas seraient épargnés, infligerait un cinglant démenti au gouvernement français qui soutenait que cette question était "d'abord une question européenne".

"Il y a bien un problème spécifique français", souligne au contraire Elie Cohen qui note "une différence formidable dans le rythme de réduction des déficits publics". Ceux-ci devraient encore avoir frôlé les 5,7% du PIB en France l'an dernier contre 1% seulement en Allemagne.

La France, selon lui, est également pénalisée par une croissance en berne alors que l'Insee s'attend à une courte période de récession au tournant de cette année.

"Paris ne peut pas compter sur la croissance pour réduire ses déficits publics contrairement à Berlin ou La Haye ce qui explique la différence de traitement", explique-t-il.

La conséquence sera vraisemblablement une hausse des taux d'intérêts auxquels empruntent l'Etat français ainsi que toutes les collectivités locales ou les entreprises et organismes publics soumis à la loi des agences de notation.

Au-delà, selon Elie Cohen, le fonds de secours européen (FESF) qui vient en aide aux pays les plus fragiles de la zone euro serait lui-même "fragilisé" et "perdra probablement son triple A". La France en est l'un des piliers avec l'Allemagne.

D'un point de vue politique, l'économiste y voit un "désaveu majeur" pour le président Nicolas Sarkozy qui avait fait de la sauvegarde du triple A français le juge de paix de sa politique économique.

Pour Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français de la conjoncture économique (OFCE), l'écart entre les taux auxquels empruntent la France et l'Allemagne "intégrait déjà une dégradation" de la France. Ce "spread" atteignait vendredi soir 1,34 point sur les marchés obligataires, avec des taux à 10 ans de 3,1% environ pour la France contre 1,75% pour l'Allemagne.

Cet économiste s'attend désormais à "une légère hausse des taux français mais pas à une défiance comparable à celle observée sur l'Italie ou l'Espagne".

A court terme cependant, "l'incertitude sur la zone euro, sa gouvernance, les risques de défaut ou de disparition de la monnaie unique qui s'était un peu atténuée depuis quelques semaines va se renforcer", selon lui.

"Sauf sur-réaction des marchés", Mathieu Plane ne table pourtant pas sur un nouveau plan d'austérité dans l'immédiat. "Plus d'austérité ne garantirait pas un retour rapide au triple A", observe-t-il.

Nicolas Bouzou (Asterès) est sur la même ligne. "Le risque français n'a rien à voir avec la Grèce mais les taux d'intérêts pourraient grimper jusqu'à 5 ou 6%", avance-t-il, soulignant que la France "n'est pas non plus dans la situation américaine où la perte du triple A, début août, était restée pratiquement sans effets".

Aux Etats-Unis, expliquent les économistes, la Réserve fédérale, prêteur en dernier ressort, écarte ainsi tout risque de défaut, contrairement à la Banque centrale européenne à l'égard de la zone euro. **"Les agences de notation ont donc beaucoup plus d'impact sur les politiques budgétaires en Europe qu'aux Etats Unis", résume Mathieu Plane.**